

LA LETTRE DE FRANCE UNIE



EMMANUEL MACRON AU DEFI DU POUVOIR !

Avec France Unie, au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, je n'ai pas voulu réagir à chaud et revenir sur les raisons de la défaite des uns ou des autres, encore moins sur celles qui ont provoqué la débâcle du PS. On ne réécrit pas l'histoire contingente. En revanche, j'ai pu constater que Marine Le Pen n'était pas arrivée en tête lors du premier tour de la présidentielle et qu'elle avait été nettement battue au second tour avec moins de 35 % des voix. Ces deux résultats ne peuvent que réjouir le camp des républicains et des démocrates auquel j'appartiens.

Deuxième séquence qui est venu conforter l'idée que le Front national n'est pas un parti comme un autre, l'incroyable prestation, faite de médiocrité et d'incompétence, de violence verbale et d'agressivité, de Marine Le Pen, lors du débat avec Macron. Les Français ont pu mesurer le danger que représente le populisme d'extrême droite. Ils ont vu aussi que Marine Le Pen ne peut pas incarner la France.

Même satisfaction avec l'élimination de Jean-Luc Mélenchon, sorte de gourou, ou de « caudillo », d'un mouvement sectaire dont les dirigeants d'extrême gauche (Mélenchon, Corbière, Garrido) voudraient nous plonger dans le bonheur socialiste vénézuélien ou castriste. Là encore, les Français ont refusé d'écouter les voix du populisme d'extrême gauche.

Comme dans de nombreux pays européens (Pays-Bas, Autriche), la France n'a pas voulu d'un président issu du populisme. Quant au PS, il est évident que pour la rue de Solferino, c'est la fin d'un cycle commencé avec François Mitterrand et le Congrès d'Epiney, un PS qui a pu masquer ses contradictions internes à travers cette stratégie de la synthèse. L'erreur de François Hollande n'est pas de ne pas avoir gouverné à gauche, mais de ne pas avoir assumé sa vraie nature, anti-Aubry, de socialiste réformiste. En 2014, il était déjà trop tard, les « frondeurs » avaient saturé le débat à gauche. La défaite de Benoît Hamon a montré que ces « frondeurs » étaient loin d'être majoritaires au PS et surtout que leurs idées étaient rejetées par les Français. Quant aux Républicains, le résultat est-il uniquement lié au maintien de François Fillon ? Cette défaite au premier tour de la présidentielle les conduit à une probable traversée du désert. Le rêve de majorité et de cohabitation, un temps entretenu par Baroin, n'est plus crédible et ce que nous disons n'est guère audible. L'os à ronger que représentent l'affaire Ferrand et le retweet de Bayrou, en tant que maire de Pau, du tweet de Marielle de Sarnez sur sa collaboratrice au parlement européen ne sont pas de nature à enrayer ce mouvement qui se dessine en faveur des candidats de la génération Macron aux législatives. Chez les Républicains, nous devons tout reconstruire : le logiciel d'une droite assumée contre une gauche de gouvernement qui n'existe plus n'est pas de nature à convaincre les Français., car il nous oblige à courir dans un couloir de plus en plus étroit, dont le symbole a été l'organisation du dernier meeting de François Fillon, Place du Trocadéro, à Paris, par le mouvement ultra-conservateur Sens Commun. L'offre politique de Macron apparaît, à tort ou à raison, plus moderne. Si je devais définir cette offre, je parlerai volontiers de libéralisme social d'inspiration très gaullienne. Je suis curieux de savoir ce que Macron va faire de la « participation », une idée du Général de Gaulle très subversive à l'époque.

QUANT AU GOUVERNEMENT, JE CONSTATE DEUX CHOSES :

- Un Premier ministre et un pôle Finances-Budget issus du camp des Républicains Macron-compatibles
- Un gouvernement dont la moitié des membres ne sont pas issus des partis politiques, mais de la société civile avec une vraie compétence de techniciens, comme le ministre de l'Education nationale, un ministère confisquée sous Hollande par l'idéologie égalitariste des socialistes, ou la ministre de la culture.

Avec France Unie, nous ne nous situons pas du côté d'une opposition qui, par principe, refuserait de voter des lois pourtant utiles au pays. Nous souhaitons bien sûr l'élection du plus grand nombre de députés LR-UDI, mais les candidats LREM bénéficient de l'effet de souffle de la présidentielle. France Unie jouera son rôle de think tank politique avec quatre domaines de réflexion : l'efficacité économique, l'efficacité sociale, l'efficacité environnementale et l'efficacité culturelle. Nous allons organiser « Les Ateliers de la France 2017-2022 » de façon à évaluer l'efficacité des politiques conduites. Chacun peut y participer en apportant sa contribution. Il s'agit bien d'analyser et d'évaluer.

NOUS PUBLIERONS LES ACTES DE NOS TRAVAUX.

Les années 2017-2022 s'annoncent passionnantes avec le renouvellement complet de la classe politique et l'émergence d'une force politique, En Marche, qui n'est apparue que le 6 avril 2016. Un an après, cette force politique donne à la France un Président de la République. Quelle sera la majorité qui sortira des urnes le 18 juin au soir ? C'est à ce moment-là que nous reviendrons au réel avec un Président au défi du pouvoir et un Premier ministre au défi de gouverner.

Marc Fraysse
Ancien Député,
Président de France Unie

POINT DE VUE

LE CHOIX DES FRANÇAIS : RENOUVELER LA CLASSE POLITIQUE, AFIN DE CHANGER LA MANIERE DE TRAVAILLER ET DE GOUVERNER !

L'élection d'Emmanuel Macron représente une véritable révolution politique, dont personne, parmi les partis traditionnels, ne prend encore pleinement la mesure. A gauche comme à droite, les partis de gouvernement, LR et PS, vivent encore avec l'idée que la vie politique française se déroule, immuablement, au rythme de l'alternance gauche-droite. Ils sont confortés dans cette idée par la certitude que François Hollande et François Fillon n'étaient pas les bons candidats. Les Républicains considèrent même que ce n'est pas LR qui a été battu mais François Fillon. Quant à Benoît Hamon, sa prétention à vouloir incarner et rassembler toute la gauche s'est heurtée au mur des réalités avec la mort du vieux PS.

Les élections législatives viendront confirmer cette transformation radicale du paysage politique français. La République En Marche (LREM), le parti présidentiel, remportera une large majorité.

Une circonscription-test montrera que les Français veulent ce changement, celle de Villeurbanne. Réservée au PS depuis 1997, cette circonscription a toujours voté à gauche, si l'on excepte la parenthèse Marc Fraysse (1993-1997). Aujourd'hui, la candidate du PS, Najat Vallaud-Belkacem est donnée battue par de nombreux sondages. Le vainqueur de l'élection ne sera pas un candidat issu de la droite traditionnelle (LR), ou de la gauche radicale (La France insoumise), mais le candidat de la société civile, un entrepreneur, Bruno Bonnell. Les Villeurbannais, comme tous les Français, veulent le changement et ce changement est incarné, à Villeurbanne, par un chef d'entreprise. Il s'agit, sur une terre de gauche, d'une véritable révolution politique ! La stratégie de Madame Vallaud-Belkacem, à peine sortie des ors de son ministère, est de venir dire « je suis de gauche, je suis de gauche », tout en faisant des selfies sur la place du marché. Personne n'est dupe. A Villeurbanne, l'heure est au changement en disant « NON » à l'extrême droite, à l'extrême gauche et aux partis traditionnels. Cette configuration politique se retrouve dans la majorité des circonscriptions.

Autre cas de figure intéressant : la circonscription de Bruno Le Maire. Son entrée au gouvernement, loin de le desservir, lui permet d'envisager d'être réélu député. Les sondages lui donnent plus de 40 % au premier tour. Son électorat, traditionnellement de droite, accepte de le suivre dans l'accomplissement de cette révolution politique, malgré les attaques qu'il subit de la part des dirigeants de LR.

On voit se dessiner aussi, dans les Hauts-de-France, avec Xavier Bertrand, Gérard Darmanin et Franck Dhersin (sûrement futur vice-président de la Région), un vaste mouvement néo-gaulliste, nourri des idées du gaullisme social, prêt à accompagner la révolution politique voulue par Macron. Or la terre des Hauts-de-France est celle d'un électorat populaire, qui a longtemps voté à gauche et qui a voté FN ces dernières années. Xavier Bertrand et Gérard Darmanin ne renoncent pas à leurs convictions, mais leur objectif est de reconstruire la France et non pas de sauver une structure partisane, toujours minée par ses contradictions.

L'élection d'Emmanuel Macron a eu pour effet de faire revivre le débat politique, renaître la pensée politique. Rien n'est encore clairement défini dans l'esprit des Français. Ce qu'ils ne veulent pas : les réponses expéditives de l'extrême droite et de l'extrême gauche. Le Pen et Mélenchon ont montré deux choses : leurs limites et les dangers que font courir à la France et à la démocratie leurs programmes. Ils ne veulent pas non plus des vieilles recettes d'une droite conservatrice et d'une gauche archaïque. Ils acceptent d'entendre Macron lorsque ce dernier affirme être et de droite et de gauche, sans tomber dans l'illusion du consensus mou ou celle du gouvernement d'union nationale. Cette troisième voie sans issue était incarnée par François Hollande, incapable, pendant deux ans, d'assumer sa nature social-réformiste, incapable ensuite de décider et laissant Manuel Valls conduire une politique dénoncée par des « frondeurs », dont Benoît Hamon, incapable, lui, de comprendre les véritables aspirations des Français. Les 6 % du PS à l'élection présidentielle ne s'expliquent pas uniquement par l'échec du quinquennat d'Hollande. Ce qui a plombé le PS, c'est le PS lui-même, ce socialisme de mots qui tourne à vide face aux défis des réalités et de la mondialisation.

Comment se situera France Unie dans ce contexte nouveau de la révolution politique « macronnienne » ? Notre mouvement se transformera en think tank politique, engagé pour un libéralisme social, mais jamais partisan. Nous dirons non à l'extrême droite et à l'extrême gauche. Mais pour convaincre les électeurs qui votent aujourd'hui pour des partis populistes, il faut apporter des réponses concrètes. L'élection d'un Président de la République n'a jamais fait disparaître le chômage d'un coup de baquette magique, ni l'insécurité et la menace terroriste.

C'est donc ce patient travail de reconstruction de la France qui s'engage. France Unie y participera.

DERNIERE MINUTE

ELECTIONS LEGISLATIVES DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER : RESULTATS DU PREMIER TOUR

Le premier tour des élections législatives des Français de l'Étranger annonce un raz de marée pour les candidats de La République en Marche (LERM). Sur 11 circonscriptions, les candidats investis par LERM arrivent en tête dans 10 circonscriptions avec une avance écrasante qui ne laisse planer aucun doute sur les résultats du second tour. Les candidats des Républicains et du PS connaissent une lourde défaite.

Deux exemples:

1ÈRE CIRCONSCRIPTION DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER (ETATS-UNIS)

Le député sortant LR, Frédéric Lefèbre : 12,68 % des voix. Roland Lescure, candidat pro-Macron : 52,80 % des voix.

3ÈME CIRCONSCRIPTION DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER (EUROPE DU NORD)

La députée sortante PS, Axelle Lemaire : 7,96 % des voix. Alexander Holroyd (pro-Macron) : 48,13 % des voix.

On peut supposer qu'aucun candidat LR ou PS sortant ne sera réélu. Ces résultats annoncent un raz de marée en faveur des candidats En Marche, en métropole. Les partis de gouvernement, LR et PS sont devenus inaudibles. Les Français veulent un renouveau complet de la vie politique : des visages nouveaux, un logiciel nouveau, une manière de travailler nouvelle.

France Unie



NOM _____

Prénom _____ Né(e) le _____ :

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Courriel _____

Tél. _____ Portable _____

Profession _____

Mandat électif _____ Lieu _____

ADHESION RENOUELEMENT

Cotisation simple | an : 30 €

Cotisation couple | an : 40 €
(joindre un bulletin pour le conjoint)

Cotisation réduite | an : 15 €
(moins de 26 ans, étudiants, demandeurs d'emploi)

Soutien : _____ €

Je désire faire un don pour soutenir France Unie

Date et Signature obligatoires :

Merci de remplir le plus soigneusement possible ce document et de nous le renvoyer à l'adresse indiquée.
Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectifications aux données personnelles qui vous concernent. Seule l'Association France Unie est destinataire des informations que vous lui communiquez.

CHRISTIAN BUCHET, CAP SUR L'AVENIR ! A CONTRE-COURANT, LES RAISONS D'ÊTRE OPTIMISTES, EDITIONS DU MOMENT, JANVIER 2014 ?

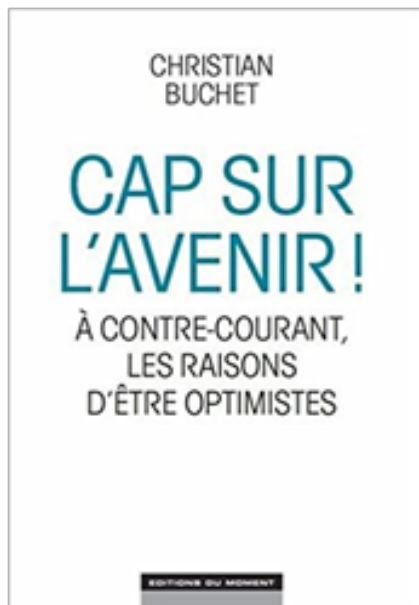
PRÉSENTATION DU LIVRE

A» Nous allons dans le mur «... « C'est la crise «... Jour après jour, pour ne pas dire heure après heure, qui n'entend pas ce vacarme ambiant ? Mais sommes-nous vraiment en crise ? Nous avons aujourd'hui, au contraire, la chance de vivre une période de mutation exceptionnelle, telle que le monde n'en n'a pas connue depuis la Renaissance. Sait-on que la France n'a jamais été aussi grande et que les accords de Montego Bay (1994) font de notre pays le deuxième espace maritime au monde ? Ce qui nous donne accès à toutes les matières premières stratégiques, les « terres rares » – utilisées notamment pour la fabrication des téléphones portables –, dont notre pays devrait devenir l'un des premiers producteurs. Mesure-t-on que l'ouverture des routes maritimes du nord, liée à la fonte des glaces, va entraîner une nouvelle donne géopolitique favorable à l'Occident ? Que les innovations technologiques s'enchaînent à un rythme sans précédent, de la peinture solaire à l'énergie thermique des mers capable de répondre aux multiples besoins des régions chaudes, dont la production d'eau douce ? Des découvertes susceptibles de transformer en profondeur notre civilisation. Non, nous ne sommes pas dans « un monde fini » mais dans un monde débordant d'opportunités et de promesses. C'est cette vision optimiste, confiante, fondée sur vingt-cinq années de recherches en Histoire et d'études prospectives, que Christian Buchet souhaite partager.

LE POINT DE VUE DE FRANCE UNIE

Pourquoi parler d'un livre sorti en 2014 ? Pour deux raisons : d'abord le sujet, la France deuxième puissance maritime mondiale ; ensuite, le ton d'optimisme de l'auteur, trois ans avant que l'émergence du mouvement En Marche ne fasse souffler sur la France ce vent d'optimisme qui était déjà celui de Christian Buchet en 2014. Un livre à lire. Revue de presse/ Voilà ce qu'écrivait Philippe Arnaud - Le Monde du 13 février 2014.

« Rabat-joie, grincheux et pessimistes de tout poil, s'abstenir. Car c'est avec des lunettes roses, ou plutôt d'un joli bleu outre-mer, que l'auteur considère l'avenir de l'Hexagone. «Nous vivons un temps de transition qui ouvre à tous les possibles. Non, nous ne sommes pas dans un monde fini», clame l'auteur, pour qui le pessimisme est non seulement «dramatiquement contre-productif», mais tout à fait hors de saison. Et ce, pour une raison principale : la France a un atout incroyable. Depuis les accords sur le droit de la mer de Montego Bay (1994), en Jamaïque, notre pays possède le deuxième espace maritime au monde. La zone économique exclusive (ZEE) de la France est de 11,035 millions de km², juste derrière celle des Etats-Unis (11,351 millions), rappelle l'auteur. »



UN EVENEMENT ORGANISE PAR FRANCE UNIE EN PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION CERCLE CONVERGENCE

LE THEATRE DE LA PENSEE

Aujourd'hui, il faut embrasser les idées, interroger tous les courants de pensée, les idéologies avec un seul objectif : comment préserver la dignité humaine et nos libertés, nos modes de vie et nos valeurs.

Premier thème : LA JUSTICE

En présence de Maître André Soulier

Un rôle : Le droit et la morale

Comment juge-t-on un citoyen ? L'essence même du droit et de notre Justice en France est que la loi, adoptée par le Parlement, donne un cadre à la Justice. Le juge applique la Loi, il ne la crée pas. C'est donc en fonction des cadres législatifs fixés par la Loi qu'il remplit son rôle. Cependant la Loi, générale et abstraite, ne peut prévoir toutes les situations auxquelles est confronté le juge, c'est pourquoi il existe l'intime conviction. Elle permet de dire le droit en fonction de ce en quoi il croit à l'entente des parties. C'est ici qu'intervient et que doit intervenir la morale. Elle tempère, elle donne à la Justice un visage plus humain, moins normatif. Les juges doivent garder et entretenir cet outil essentiel au service de la Justice, du droit et de la morale !

• La nécessité de moyens de la Justice

L'efficacité de la Justice est souvent pointée du doigt. Les procédures sont longues, onéreuses et n'aboutissent pas. Les délais pour rendre justice ne doivent cependant pas être pris à la légère. Il faut du temps à la Justice pour remplir son office. Celle-ci, indépendante des autres pouvoirs et de toute pression extérieure, doit pouvoir faire démontrer une vérité judiciaire. Cette vérité ne peut s'obtenir de manière rapide. La rapidité, dans le monde de la Justice, n'est pas synonyme d'efficacité. En revanche, le manque de moyens toujours plus important est dangereux pour l'institution judiciaire. Ce manque de moyens, entraînant des procédures longues et coûteuses, rend les délais de jugement long. Ainsi le temps devient le pire ennemi de la Justice s'il n'est pas son allié.

• Les liens entre la Justice et la presse

Ces liens sont aujourd'hui plus que jamais étroits. La liberté de la presse est en effet un élément essentiel à l'exercice d'une démocratie. Si elle venait à être remise en cause à n'importe quel moment, alors nous devrions nous inquiéter de nos libertés individuelles et collectives. En revanche, celle-ci ne doit pas être source de perturbations pour l'institution judiciaire. Les rôles de chacun sont déterminés par des textes juridiques plus anciens, pour la plupart, que notre 5ème République ! Ainsi ces rôles, aussi clairs soient-ils, ne doivent pas venir à s'inverser : la presse n'est pas juge instructeur et le juge n'est pas là pour informer les citoyens. Faisant écho à ces dernières années, la présomption d'innocence se doit d'être toujours gardée et seule l'institution judiciaire doit seule pouvoir juger, après procédure et procès, de la culpabilité d'un citoyen.